

Volet B**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge

23334871

Déposé
13-04-2023

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 17/04/2023 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0431440954

Nom(en entier) : **LAMBROEYK PRODUCTION**

(en abrégé) :

Forme légale : Société anonyme

Adresse complète du siège Boulevard des Arbalétriers 68
: 1400 Nivelles**Objet de l'acte :** MODIFICATION FORME JURIDIQUE, DIVERS, STATUTS
(TRADUCTION, COORDINATION, AUTRES MODIFICATIONS),
DEMISSIONS, NOMINATIONS

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Matthieu VAN MOLLE, notaire à Iltre, en date du 31 mars 2023, en cours d'enregistrement, l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme « **LAMBROEYK PRODUCTION** » ayant son siège à 1400 Nivelles, Boulevard des Arbalétriers 68, a adopté les résolutions suivantes:

1- Première résolution- Rapports et Transformation de la société

L'assemblée dispense le Président de donner lecture du rapport du conseil d'administration justifiant la proposition de transformation de la société, et du rapport de Monsieur DE MAERTELAERE Jean-Jacques, réviseur d'entreprises désigné par le conseil d'administration, ainsi que de l'état résumant la situation active et passive de la société arrêté au 31 décembre 2022, soit à une date ne remontant pas à plus de trois mois, l'actionnaire reconnaissant avoir pris connaissance de ces rapports. Le rapport de Monsieur DE MAERTELAERE Jean-Jacques daté du 28 mars 2023 conclut dans les termes suivants :

« Conformément à l'Article 14:3 du Code des Sociétés et des Associations, l'Organe d'Administration de la Société Anonyme LAMBROEYK PRODUCTION a arrêté un état résumant la situation Active et Passive de la société à la date du 31 Décembre 2022.

Au terme de nos travaux de contrôle effectués conformément aux dispositions de l'Article 14:4 du Code des Sociétés et des Associations, ainsi qu'aux Normes et aux Recommandations de Révision de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nous sommes d'avis que :

- la situation Active et Passive arrêtée par l'Organe d'Administration de la société LAMBROEYK PRODUCTION à la date du 31 Décembre 2022 présente un total de Bilan d'un montant de Trois Cent Soixante-Quatre Mille Sept Cent Septante-et-Un Euros Nonante-Huit Cents (364.771,98 €) et un Actif Net d'un montant de Deux Cent Nonante-Cinq Mille Huit Cent Quarante-Neuf Euros Trente-Huit Cents (295.849,38 €),

- l'Actif Net présenté dans la situation Active et Passive de la société LAMBROEYK PRODUCTION à la date du 31 Décembre 2022 n'est pas surévalué.

Nous n'avons pas eu connaissance d'événement particulier significatif qui serait survenu après la date du 31 Décembre 2022, et qui aurait été susceptible de modifier les Conclusions du présent Rapport.

Rixensart, le 28 mars Mars 2023.

DE MAERTELAERE Jean-Jacques - Réviseur d'Entreprises SRL, représentée par DE MAERTELAERE Jean-Jacques, Réviseur d'Entreprises. »

Les rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises seront déposés en même temps qu'une expédition du présent procès-verbal au greffe du tribunal de l'Entreprise compétent.

L'assemblée générale décide de modifier la forme de la société, sans changement de sa personnalité juridique, et d'adopter la forme de la société à responsabilité limitée, l'activité et l'objet demeurant inchangés.

Le capital et les réserves demeurent intacts, de même que tous les éléments d'actif et de passif, les amortissements, les moins-values et les plus-values et la société à responsabilité limitée continuera

les activités et la comptabilité tenues par la société anonyme.

La société à responsabilité limitée conserve le numéro d'immatriculation de la société anonyme au registre des Personnes Morales, soit le numéro 0431.440.954.

La transformation se fait sur base de la situation active et passive de la société arrêtée au 31 décembre 2022, dont un exemplaire est annexé au rapport du conseil d'administration.

Toutes les opérations faites depuis cette date par la société anonyme sont réputées réalisées pour la société à responsabilité limitée, notamment en ce qui concerne l'établissement des comptes sociaux. Vote : la présente résolution est adoptée à l'unanimité.

2-Deuxième résolution-Adaptation du capital

En application de l'article 39, §2, alinéa 2 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'assemblée constate que le capital effectivement libéré et la réserve légale de la société, soit respectivement trois cent mille euros (300.000€) euros et dix-sept mille huit cent quatre-vingt-un euros cinquante-deux centimes (17.881,52€), ont été convertis de plein droit en un compte de capitaux propres statutairement indisponible.

L'assemblée générale décide immédiatement, conformément aux formes et majorités de la modification des statuts, de supprimer le compte de capitaux propres statutairement indisponible ainsi créé et de rendre ces fonds disponibles pour distribution. Par conséquent, il ne doit pas être mentionné dans les statuts de la société.

L'organe d'administration procèdera le cas échéant au remboursement de ces montants aux actionnaires, dans le strict respect de l'article 5 :142 du Code des sociétés et des associations et après justification du double test de solvabilité et liquidité.

3-Troisième résolution - Adoption des statuts de la Société à responsabilité limitée

L'assemblée arrête comme suit les statuts de la société à responsabilité limitée :

« ARTICLE 1 – FORME ET DÉNOMINATION

§ 1. La société adopte la forme de la Société à Responsabilité Limitée.

§ 2. La société est dénommée « **LAMBROEYK PRODUCTION** ».

ARTICLE 2 SIÈGE

Le siège est établi en Région Wallonne.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision de l'organe d'administration qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE 3 OBJET

La société a pour objet :

- la création, la gestion et l'exploitation de bureaux de comptabilité (y compris les expertises comptables), de bureaux d'études et d'organisation, d'agences en-brevets, ainsi que de conseil en matières financière, commerciale, fiscale ou sociale ;
- la gestion de bureaux de services tels que : études de notaires ou d'huissiers de justice, cabinets d'avocats, etc.
- le recouvrement de créances en constituant des ressources documentaires, informatisées ou non, et en fournissant toutes prestations susceptibles de faciliter le recouvrement des créances de sa clientèle ;
- le conseil technique : par la fourniture d'assistance et de formation en matière technique, financière, comptable et informatique ;
- l'assistance commerciale par la réalisation d'études de marchés ou de motivations et des contacts professionnels ;
- l'assistance publicitaire dans le cadre limité des ventes mobilières et immobilières ;
- l'étude, la réalisation, la vente, la location, la concession de produits et de services informatiques, électroniques, bureautiques et télématiques sous toutes leurs formes et notamment dans les domaines de la gestion, accessoirement de fournir à la clientèle tous les moyens propres à faciliter ou à développer leur activité économique ou à accroître les résultats de cette activité ; ainsi que toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

ARTICLE 4 DURÉE

La société est constituée pour une durée illimitée

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

ARTICLE 5 APPORTS ET CAPITAUX PROPRES

Mil six cent septante-trois (1.673) actions ont été émises en rémunération des apports.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

ARTICLE 6 - APPELS DE FONDS

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

§ 1. Les actions doivent être libérées à leur émission.

§ 2. Lorsque les actions ne sont pas entièrement libérées, l'organe d'administration décide souverainement des appels de fonds complémentaires à effectuer par les actionnaires moyennant traitement égal de tous ceux-ci.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois notifié par lettre recommandée, ne satisfait pas à un appel de fonds, doit payer à la société un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal augmenté de deux pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

L'organe d'administration peut en outre, après un second avis recommandé resté sans résultat pendant un mois, convoquer l'assemblée générale afin d'entendre prononcer l'exclusion de l'actionnaire conformément à la procédure prévue par le Code des sociétés et des associations. L'actionnaire exclu recouvre la valeur de sa part de retrait de la manière déterminée conformément au Code des sociétés et des associations.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

En cas de transfert d'une action non entièrement libérée, tant le cédant que le cessionnaire sont solidairement tenus de la libération envers la société et les tiers.

ARTICLE 7 - NATURE DES ACTIONS

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

Le registre des actions pourra être tenu en la forme électronique par l'organe d'administration.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des actions. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres par l'organe d'administration.

ARTICLE 8 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES ACTIONS

§ 1. Les actions sont indivisibles.

§ 2. La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Si l'action fait l'objet d'une indivision, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

§ 3. En cas de démembrement du droit de propriété d'une action, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier, sauf disposition contraire du titre constitutif de l'usufruit.

ARTICLE 9 CESSION ET TRANSMISSION D'ACTIONS

§ 1. Cessions libres

Les actions peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un actionnaire, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des actionnaires.

§ 2. Cessions soumises à agrément

1. Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des actionnaires, possédant les trois quarts au moins des actions, déduction faite des actions dont la cession est proposée.

2. À cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, par courrier ordinaire ou par courrier électronique à l'adresse e-mail de la société, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, l'organe d'administration en transmet la teneur, par la même voie, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément.

Cette réponse devra être envoyée par la même voie.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

3. Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires.

4. Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de

procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs. Dans ce cas, le prix sera déterminé selon la seule méthode dite de l'actif net telle que décrite à l'article 5 :142 du Code des Sociétés et des Associations, en se basant sur la situation arrêtée à la date de la demande d'agrément par le cédant ; la société disposera d'un délai d'un mois pour arrêter ses comptes à compter de la demande de rachat.

Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire.

Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

5. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

ARTICLE 10 ORGANE D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui les nomme fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

ARTICLE 11 POUVOIRS DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

§ 1. S'il n'y a qu'un seul administrateur, la totalité des pouvoirs d'administration lui est attribuée, avec la faculté de déléguer partie de ceux-ci.

§ 2. Lorsque la société est administrée par plusieurs administrateurs, chaque administrateur agissant seul, peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, sous réserve de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale.

Chaque administrateur représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

§ 3. L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

ARTICLE 12 RÉMUNÉRATION

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat d'administrateur est gratuit.

ARTICLE 13 CONTRÔLE

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

En dehors de ces cas, chaque actionnaire possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

ARTICLE 14 ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

§ 1. L'assemblée générale se réunit chaque année le vingt et un mai, à quinze heures, au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation,

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable, autre qu'un samedi.

§ 2. Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par l'organe d'administration chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation.

§ 3. Les convocations aux assemblées générales, envoyées à l'initiative de l'organe d'administration ou des commissaires, contiennent l'ordre du jour ainsi que le lieu de la réunion ; à défaut, les assemblées se réunissent au siège social.

Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

ARTICLE 15 – REPRÉSENTATION - VOTE PAR ÉCRIT

§ 1. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par toute personne, actionnaire ou non, porteuse d'une procuration spéciale.

§ 2. Un actionnaire qui ne peut être présent a en outre la faculté de voter par écrit avant l'assemblée générale. Ce vote par écrit doit être transmis à la société au plus tard trois jours avant le jour de l'assemblée générale.

ARTICLE 16 SÉANCES DÉLIBÉRATIONS - PROCÈS-VERBAUX

§ 1. L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus de parts. Le président désigne secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

§ 2. Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

Chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

§ 3. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consignés dans un registre. Ils sont signés par les membres du bureau et les actionnaires présents qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un administrateur.

ARTICLE 17 PROROGATION

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par l'organe d'administration. La prorogation annule toutes les décisions prises. La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 19 - AFFECTATION DU BÉNÉFICE

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

ARTICLE 19bis - Paiement des dividendes et acomptes sur dividendes

Le paiement des dividendes se fait à l'époque et aux endroits désignés par l'organe d'administration. L'organe d'administration est autorisé, sous sa propre responsabilité et conformément aux dispositions légales, à décider le paiement des acomptes sur dividendes.

En application de l'article 5:141 du CSA, l'organe d'administration a le pouvoir de procéder, dans les limites des art. 5:142 et 5:143 à des distributions de dividendes provenant du bénéfice en cours ou du bénéfice de l'exercice précédent tant que les comptes annuels de cet exercice n'ont pas été approuvés, le cas échéant réduit de la perte reportée ou majoré du bénéfice reporté.

ARTICLE 20 DISSOLUTION LIQUIDATION

En cas de dissolution de la société, la liquidation est effectuée par le ou les administrateurs en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et les émoluments.

Après le paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet ; l'actif net est réparti entre toutes les actionnaires en proportion de leurs actions et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

Toutefois, si toutes les actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent préalablement l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

ARTICLE 21 ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, liquidateur ou porteurs d'obligations, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège.

ARTICLE 22 COMPETENCE JUDICIAIRE

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

ARTICLE 23 DROIT COMMUN

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé à la loi. »

4- Quatrième résolution - Démissions- Nomination

L'assemblée générale décide de démissionner les administrateurs actuels de la société, et procède immédiatement au renouvellement de leur mandat en tant qu'administrateurs non statutaires de la SRL, sans limitation de durée, savoir :

- Madame Verhaegen Françoise, ici présente et qui accepte ;
- Madame Weustenberg, Valérie, ici représentée et qui accepte.

Leur mandat est gratuit.

L'assemblée générale donne pleine et entière décharge aux administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

5- Cinquième résolution – Délégation au Notaire.

L'assemblée décide de donner la mission au notaire soussigné d'établir et de signer la coordination des statuts, conformément aux décisions précédentes, et d'assurer son dépôt au dossier de la société.

Pour extrait analytique conforme,

Matthieu Van Molle, notaire

Déposés en même temps:

- expédition du procès-verbal authentique
- rapports
- statuts coordonnés.